



DON DAVIES, M.P.

VANCOUVER KINGSWAY



10 juillet 2014

L'honorable Ed Fast

Ministre du Commerce international

Ottawa, Canada

Monsieur le Ministre,

Comme vous le savez, les enjeux des négociations du Partenariat transpacifique (PTP) sont très importants pour le Canada. Ce partenariat est une occasion importante pour le Canada de bâtir des liens commerciaux solides et durables avec l'ensemble des pays qui forme 40 % de l'économie mondiale.

Des questions importantes se posent en matière d'économie, de politique publique et sur notre présence internationale. Certes, il faut que la diversification et l'approfondissement de nos relations commerciales soient une de nos priorités, mais nous devons également nous assurer que les accords soient soigneusement négociés si nous voulons qu'ils profitent au Canada à long terme.

En tant qu'opposition officielle, le Nouveau Parti démocratique souhaite souligner trois grands thèmes qui selon nous doivent guider les décisions du gouvernement canadien lors de ces négociations :

1. Accroître la transparence des négociations du PTP;
2. Promouvoir et défendre les intérêts canadiens; et
3. Assurer le respect des droits de la personne, des normes du travail et de l'environnement.

Selon nous, le Canada doit aspirer à un niveau élevé de transparence et de reddition de comptes en matière de politique commerciale. Il est nécessaire qu'une vaste consultation des intervenants ait lieu afin d'offrir aux négociateurs canadiens le plus d'information possible. Nous croyons que la promotion d'une culture de la transparence est essentielle afin d'obtenir l'appui des Canadiens.

Il est préoccupant que les conservateurs n'aient pas encore adéquatement consulté les provinces, les municipalités et les Premières Nations dans ce dossier. Il est de notre avis que les groupes d'intérêts publics, les syndicats, les groupes de défense des droits de la personne et les groupes environnementaux ainsi que les universitaires, les spécialistes en commerce et les secteurs commerciaux et industriels importants doivent absolument faire partie du processus de consultation.

De plus, le gouvernement doit faire preuve de plus de transparence auprès des autres représentants élus. En effet, les membres du Congrès américain ont accès aux textes des négociations du PTP. Un processus de consultation public a été lancé par l'Union européenne sur le fonctionnement du chapitre sur l'investissement de l'AECG et du TTIP, dont l'ébauche est accessible au public. En revanche, au Canada les représentants élus n'ont eu accès à aucune information sur le PTP, ni même sur les rondes de négociations du PTP à Ottawa.

Dans cette perspective nous demandons au gouvernement de rendre l'ébauche du PTP disponible pour les parlementaires et de mettre en place les mesures appropriées de confidentialité; de créer un programme de vaste consultation qui assure la participation de l'ensemble des intervenants canadiens concernés; de conclure une entente prévoyant l'établissement d'un processus de rapport régulier afin de tenir informée la population canadienne sur l'évolution des négociations du PTP.

Nous croyons également que si nous souhaitons que les négociations du PTP soient avantageuses pour le Canada, le gouvernement doit s'engager à promouvoir et protéger les intérêts canadiens essentiels à l'économie de nos pays.

Nous pensons qu'il est dans l'intérêt du Canada de maintenir une politique en matière d'agriculture qui appuie un secteur agricole solide dans des collectivités rurales en santé à l'aide d'un système qui produit des denrées alimentaires sûres, saines et à prix concurrentiel. Les Canadiens souhaitent que des lois justes en matière de droits d'auteurs et de marque de commerce soient mises en place afin d'assurer que nous ayons un internet libre et ouvert, une structure créateur-utilisateur équilibrée et un accès adéquat aux médicaments d'ordonnance abordables. Nous croyons qu'il est essentiel de protéger la capacité des gouvernements municipaux, des gouvernements provinciaux, des Premières Nations et du gouvernement fédéral de légiférer dans l'intérêt du public, surtout en matière de politique sociale, de réglementation environnementale et du développement des ressources.

Nous demandons au gouvernement de protéger ces intérêts canadiens importants tout au long de ces négociations.

Nous souhaitons souligner l'importance des droits de la personne dans ces négociations. Bien que nous soyons convaincus que les droits de la personne et le développement de la démocratie doivent être au centre de toute entente économique, le PTP soulève ces enjeux de manière particulièrement préoccupante.

Dans plusieurs pays participants aux négociations du PTP, il y a un manque de démocratie et une absence de libertés fondamentales, dont la liberté d'expression, la liberté de presse, la liberté de religion, la liberté de réunion et d'association. En effet, dans certains de ces pays, des violations flagrantes des droits de la personne ont lieu : travail des enfants, travail forcé, détention des dissidents politiques et lois draconiennes ciblant la communauté LGBTQ. Toutes ces violations vont à l'encontre des valeurs canadiennes et des normes minimales de conduite internationale.

À notre avis, le gouvernement canadien doit s'assurer que les démarches du Canada lors des négociations du PTP fassent progresser la démocratie et le respect des droits de la personne et exiger que des améliorations importantes aient lieu comme condition d'adhésion au PTP.

Enfin, nous demandons au gouvernement de présenter l'accord final au Parlement et aux Canadiens afin qu'une analyse exhaustive de ses avantages et de ses coûts ait lieu avant que le Canada s'engage de manière officielle.

Cordialement,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Don Davies', written in a cursive style.

Don Davies, député

Porte-parole de l'Opposition officielle en matière de commerce international